

## En 2021, la perspective d'une crise économique majeure en Amérique latine

Le sous-continent latino-américain se trouve à l'aube d'une crise économique majeure, liée à la pandémie de Covid-19. Le chercheur Christophe Ventura analyse la situation dans la région, notamment en Équateur, au Chili, à Cuba et au Brésil.

Interview [Corine Chabaud](#)

Publié le 08/02/2021 **La Vie**



Un contestataire peint en rouge le monument du général Baquedano lors d'une manifestation contre le gouvernement du président Sebastián Piñera, à Santiago du Chili, le 16 octobre 2020. • MARTIN BERNETTI / AFP

Spécialiste de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale, Christophe Ventura est directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et collabore au *Monde diplomatique*.

**En 2021, l'Amérique latine va-t-elle subir la pire crise de son histoire ?**

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), une commission de l'Onu qui publie des statistiques, l'affirme. L'organisation évoque une crise sans précédent, des effets désastreux, pires que celle de 1929 ou la Seconde Guerre mondiale. Soit des pays en récession profonde. Car la crise s'ajoute à plusieurs décennies noires. Pauvreté, inégalités sociales, malnutrition sont déjà là et vont s'amplifier.

La pauvreté va toucher 40 % de la population latino-américaine. Près de la moitié de cette population est constituée de travailleurs informels, sans contrat de travail, donc sans protection sociale. Dans ce contexte, une crise économique signifie déflagration.

Ces États disposent de peu de ressources, s'endettent et sont dépendants des exportations de matières premières vers des zones en crise comme aujourd'hui la Chine et l'Europe. L'Amérique du Sud ne retrouvera sa situation ante-Covid, pourtant déjà mauvaise, qu'en 2023, au mieux, et en 2030, au pire. C'est très grave.

### **Pourquoi la crise sanitaire a-t-elle un impact si fort ?**

L'Amérique latine est, avec les États-Unis, l'épicentre de la pandémie de coronavirus. C'est dû à des systèmes de santé fragiles, sous-équipés, qui ont subi des rabetages financiers depuis 10 ans. Ces dispositifs ne sont pas en mesure d'absorber un tel choc. D'autant que, même si personne n'en parle, l'Amérique latine fait face à une autre crise sanitaire, énorme : une épidémie de dengue. Donc deux épidémies sévissent aujourd'hui.

Il y a aussi des facteurs de comorbidité très importants dans de nombreux pays : problèmes cardio-vasculaires, liés notamment à la malbouffe et à l'obésité. Le Mexique est le pays qui compte le plus gros pourcentage d'obèses au monde. Il y a aussi l'insalubrité, l'exiguïté des logements, les bidonvilles, la promiscuité, le manque d'eau, de savon.

Voilà les ingrédients de la bombe Covid, qui explique que l'épidémie explose. On recense en Amérique du Sud deux millions de cas et 500 000 morts, soit un quart des décès mondiaux. Le Brésil est en tête, avec près de 200 000 morts, puis le Mexique, avec 128 000 décès.

L'avenir est bouché à moyen terme. Il va falloir une reconstruction post-conflit. Repenser le modèle des économies latino-américaines. Relancer l'intégration régionale à présent au point mort. Moins dépendre de l'extérieur. Se coordonner face à des choix globaux. Car il n'existe aucune convergence, chacun est dans son couloir.

### **Que conclure du premier tour de l'élection présidentielle du 7 février en Équateur ?**

Il y aura un second tour le 11 avril. Rafael Correa, président de gauche au pouvoir de 2007 à 2017, a marqué le pays. Son candidat, Andrés Arauz, membre du mouvement « révolution citoyenne », est arrivé en tête avec 32,14 % des voix.

C'est un jeune économiste, un pur produit du « correïsme » historique. Selon les règles électorales, propres à plusieurs pays, dont la Bolivie et l'Équateur, on peut être élu dès le

premier tour avec 40 % des voix si on réunit dix points d'avance sur son challenger. Mais Arauz n'a pas atteint ce score.

Le candidat de la droite traditionnelle, un banquier de Guayaquil, Guillermo Lasso, a échoué plusieurs fois au scrutin présidentiel contre Correa. Surprise, cette fois, il est arrivé troisième derrière une personnalité nouvelle, Yaku Perez, un avocat indigéniste.

Son courant, qui comporte une composante écologiste, critique Correa sur l'« extractivisme », le modèle de développement fondé sur l'exploitation des matières premières et des ressources naturelles. Il s'est mobilisé lors des actions de protestation, fin 2019. Yaku Pérez a opéré une rupture avec le gouvernement de Lenín Moreno. La moitié des Équatoriens est restée indécise jusqu'au vote.

### **Rafael Correa est venu en Belgique pour échapper à la prison, n'est-ce pas ?**

L'ancien président a été condamné à huit ans de détention pour mauvaise gestion et corruption, sur une initiative de la Cour des comptes. Il a eu plusieurs procès. On lui a aussi retiré ses droits politiques et la possibilité de se représenter. Ces faits de corruption sont très controversés en Équateur. S'il quitte la Belgique et rentre dans son pays, il risque de se faire arrêter. Les Belges n'ont pas jugé bon de l'extrader.

Son mouvement représente un quart à un tiers de l'électorat. La situation, difficile, est marquée par le drame de l'épidémie de Covid, très forte, par une crise économique, par une impopularité abyssale du sortant Lenín Moreno. Les Équatoriens attendent une stabilisation sociale avant tout. On est revenu à l'Équateur d'avant Correa : un pays instable, un champ politique très fragmenté.

### **Le 11 avril 2021, au Chili, se tiendra l'élection d'une assemblée constituante inédite. Ses députés rédigeront une nouvelle Constitution. S'agit-il d'en finir avec l'héritage de Pinochet ?**

On verra le résultat. Il faut rester prudent. Ses membres auront neuf mois, ou un an au plus, pour produire une nouvelle loi fondamentale. À l'issue de cette période, un nouveau texte sera proposé aux Chiliens, et ils pourront le valider ou le rejeter par référendum.

Ce débat va opposer la droite au pouvoir, très puissante, et la gauche. Une partie de la société chilienne, conservatrice, ne veut pas liquider l'héritage du général Pinochet. D'ailleurs, elle fait campagne ardemment : elle considère que la Constitution actuelle a garanti la stabilité du Chili alors que d'autres pays latino-américains ont connu les affres de l'instabilité. La droite avance groupée. Mais la gauche est divisée.

Une partie de la société, en manifestant, a obligé le gouvernement de Sebastián Piñera à concéder ce référendum. C'est une victoire du mouvement populaire chilien, progressiste et de gauche. Mais il s'oppose à un bloc conservateur également très puissant. C'est ce match-là qui va se jouer dans les mois à venir.

## **Comment la contestation sociale s'est-elle calmée ?**

Quand le mouvement populaire, historique, a submergé le pays en 2019 (on n'avait jamais vu au Chili autant de gens mobilisés, même à l'époque de Salvador Allende), le gouvernement s'est retrouvé acculé. Il n'arrivait pas à le contrôler, et son choix sécuritaire s'est retourné contre lui.

Il a dû lâcher de l'argent, financer des programmes d'urgence pour colmater des brèches, un peu comme Emmanuel Macron avec les « gilets jaunes ». Et il a accepté ce référendum dont son camp ne voulait pas.

Ces mesures, plus le covid, ont apaisé les ardeurs de la rue. Côté situation sanitaire, le Chili a connu une flambée de cas au départ, puis un tassement. Mais il fait partie des 15 pays les plus touchés au monde. Il compte 18 500 morts pour seulement 18 millions d'habitants. Le pays met les bouchées doubles sur la vaccination. Il achète des vaccins là où ils sont disponibles, chez les Américains et les Chinois, et passe outre ses affinités idéologiques.

## **La crise économique perdure-t-elle ?**

Oui, le Chili souffre. Son économie dépend surtout de ses exportations de cuivre. Or, la crise économique internationale l'affecte. Comme en 2020, le pays va connaître la récession en 2021. Sa situation reste très fragile. Il s'endette.

Hier, il semblait en bonne santé économique mais c'était une fausse perception. Du point de vue des critères du FMI, il répond aux normes en matière de croissance, de discipline budgétaire mais, avec la Colombie et le Brésil, c'est le pays latino-américain le plus inégalitaire. Le modèle chilien néolibéral ne sait pas redistribuer les richesses.

## **Depuis le 1er janvier 2021, une réforme monétaire se met en place à Cuba. De quoi s'agit-il ?**

C'est une transformation copernicienne de la société, initiée il y a 10 ans. Il s'agit de faire passer une société étatisée à une société de salariat. L'État répond aux besoins en matière de logement, santé, transport, éducation, etc.

En échange, les Cubains n'ont pas de salaire ou presque. Il faut maintenant transformer la société pour qu'elle s'ouvre à l'arrivée de capitaux étrangers visant à financer la modernisation de l'île. Donc unifier les deux monnaies. Celle pour les touristes, les investisseurs et les entreprises publiques qui exportaient, la Cuc. Et celle pour les Cubains de la rue, la Cup.

La première était adossée au dollar, puis à l'euro. La deuxième valait 24 fois moins. C'était un système fou, un imbroglio. Il faut fusionner ces deux monnaies, sur la valeur de la monnaie forte. Pour les Cubains, cela revient à une perte de pouvoir d'achat énorme. À terme, une seule monnaie doit circuler dans le pays, celle avec laquelle on tiendra les comptes publics, gèrera les transactions commerciales entre le pays et l'extérieur.

Il s'agit aussi d'unifier les salaires et les revenus entre Cubains. Car il y avait deux populations à Cuba, ayant accès à ces deux monnaies. L'une a pu s'enrichir, l'autre non. Le livret de rationnement, la *libreta*, doit aussi disparaître. La réforme est censée aboutir dans six mois. Mais c'est un casse-tête cubain, d'une diablerie folle. Avant que les gens obtiennent un salaire correct en Cuc, l'État devra les accompagner et contrôler les prix des produits de base.

### **En 2021, il n'y a aura plus de Castro à Cuba. C'est une révolution, non ?**

Oui. Fidel est mort en 2016. Le président Miguel Díaz-Canel est en place depuis 2018. Un non-Castro à la tête du pays. Quand il lui a cédé la place, il a été prévu que Raul garderait la présidence du parti communiste jusqu'à 2021. Nous y sommes. C'est donc la fin de la génération de 1959.

Cela ne signifie pas qu'il y aura de gros changements politiques. M. Díaz-Canel est un produit du système cubain. Le modèle socialiste, avec une économie contrôlée par l'État, un modèle de souveraineté nationale, demeure.

L'avenir politique de Cuba sera surtout déterminé par sa relation à Washington, leur rapport de force. Que va faire l'administration Biden vis-à-vis de La Havane ? Là est la question. On sait que la Maison-Blanche veut réviser sa politique avec Cuba.

Revenir sans doute à l'esprit de la doctrine Obama : un rapprochement et une normalisation des relations. Biden veut de nouveau autoriser les voyages vers l'île. Trump les avait rendus impossibles. Biden va aussi rouvrir une session consulaire à La Havane, fondamentale pour les visas. L'embargo, qui asphyxie Cuba, sera assoupli.

On verra si Cuba reste sur la liste des pays soutenant le terrorisme, une mesure absurde imposée en dernière minute par Mike Pompeo. Pour Biden, revenir sur ce point va être long et difficile, car c'est le Congrès qui décide. Or les lobbies anti-Cuba y sont très puissants...

### **Et le Covid à Cuba ?**

Il n'a pas beaucoup touché le pays. Cuba compte le moins de cas d'Amérique latine. L'épidémie a été très bien gérée. Mais avec les variants, il y a une recrudescence des infections. Or, comme le tourisme devrait être un des moteurs de croissance, selon la réforme de l'économie, il faut des touristes pour faire rentrer des devises. Mais les accepter, c'est prendre le risque d'une accélération de l'épidémie. D'où cette idée originale : proposer aux étrangers de venir à Cuba et de s'y faire vacciner, avec le vaccin cubain. La santé reste un secteur de pointe sur l'île.

### **Au Brésil, le président Jair Bolsonaro est-il fragilisé ?**

En apparence, oui. Il est menacé par un impeachment. Il existe des mouvements au Congrès, dans l'opposition, pour que soient lancées des procédures de destitution. Vont-elles aboutir ? Pas sûr. Bolsonaro a réussi à nouer des alliances avec les partis qui

contrôlent les deux tiers du Congrès, le Centrão : une coalition d'une quinzaine de partis qui y font la pluie et le beau temps.

Ils sont très ancrés régionalement mais ne sont pas des partis nationaux. Ils monnaient leurs alliances en fonction de prébendes, de subventions, de postes ministériels. Ils contrôlent les deux tiers des voix au Congrès et sont ses alliés.

Le Président est attaqué pour sa gestion calamiteuse de la pandémie. Elle lui a fait perdre des soutiens dans la société, en particulier une bonne partie des classes moyennes et supérieures urbaines. Elles avaient voté pour lui en pensant qu'il allait éliminer la gauche et le Parti des travailleurs.

Mais elles se sont détournées de lui car il a pris fait et cause contre le confinement. Bolsonaro a décidé de défendre l'économie et de laisser les gens travailler, en particulier ces 40 % de Brésiliens du secteur informel.

Il a perdu des appuis mais a recréé un clivage qui a attiré vers lui de nouveaux secteurs plus populaires, comme le Centrão. Il a aussi mis en place une allocation financière très efficace. Jamais les Brésiliens n'en ont touché autant. Elle a pris fin en décembre mais il a annoncé que la Bolsa Família, programme social créé par Lula, allait être relancé et revalorisé.

Donc Bolsonaro est attaqué, sous pression, mais il n'est pas déchu car il est encore soutenu par 40 % des Brésiliens, par les militaires et par les financiers.